

Zeitschrift: Zeitschrift für schweizerische Geschichte = Revue d'histoire suisse
Band: 4 (1924)
Heft: 1-2

Buchbesprechung: Buchbesprechung = Comptes rendus

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.10.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Besprechungen — Comptes rendus.

R. MONTANDON, *Genève, des origines aux invasions barbares*. 219 pages, 20 planches et une carte archéologique. Genève 1922, in-8°.

De bonne heure le besoin s'est fait sentir, non seulement chez les archéologues, mais aussi dans le public cultivé qui s'intéresse à notre histoire, de posséder des répertoires aussi complets que possible des découvertes faites dans une région, et d'avoir à disposition de bonnes cartes archéologiques.

En 1873, F. Keller publiait une carte de la Suisse orientale, carte encore primitive, accompagnée d'un répertoire sommaire. Bientôt après G. de Bonstetten dressait ses cartes des cantons de Vaud, Berne et Fribourg (1874—1878), qui rendent encore d'inappréciables services. A son tour, J. Heierli nous a donné plusieurs cartes (Zurich, Thurgovie, Argovie, Grisons, Valais) accompagnées de précieux inventaires.

Aujourd'hui Mr. Montandon nous offre un travail analogue sur le canton de Genève et les régions avoisinantes, qui représente un effort considérable. Ceux qui se sont occupés de travaux analogues savent seuls ce qu'un inventaire comme celui dressé par Mr. Montandon représente de lectures, de dépouillements et de recherches.

L'ouvrage de Mr. Montandon comprend trois parties distinctes, de nature fort différente:

Après une courte introduction géologique dans laquelle est brièvement résumé ce que nous savons des transformations subies par notre sol durant les périodes géologiques, l'auteur trace un tableau très complet de l'évolution des civilisations au cours des siècles. Il nous montre les hommes des cavernes s'établissant au pied du Salève; puis l'arrivée des lacustres néolithiques, des hommes du bronze, de ceux de l'âge du fer, enfin des conquérants romains. Nous ne saurions résumer cet exposé. Disons seulement que chaque chapitre nous donne un tableau très complet, très au courant de l'état actuel de la science, de chacune des grandes phases de l'évolution de l'humanité. Dans ces chapitres, l'auteur a adopté une disposition très pratique, à recommander pour les ouvrages de vulgarisation. Le texte, très condensé, bien que se laissant toujours lire avec facilité, ne nous donne que le strict indispensable pour que le tableau soit complet. Tous les développements, les discussions techniques, sont renvoyées dans des notes au bas des pages, notes qui souvent sont beaucoup plus développées que le texte principal. Grâce à cette disposition celui qui désire

être renseigné, sans entrer dans les détails n'a qu'à s'en tenir au texte; celui qui tient à se documenter trouvera au bas des pages des renvois aux ouvrages spéciaux et de nombreuses dissertations dans lesquelles l'auteur justifie ses assertions ou discute certaines questions non encore résolues.

Toute cette partie de l'ouvrage est absolument parfaite. Il est rare de trouver dans un ouvrage d'archéologie un résumé aussi clair et aussi vivant: l'auteur a su éviter toute sécheresse sans négliger aucun point de son exposé. Une vingtaine de planches fort bien venues en phototypie ajoutent à l'agrément de l'ouvrage. Cette première partie est complétée par un résumé chronologique des événements intéressant Genève que l'auteur a intitulé « Annales de Genève ». Mais pourquoi, à propos des événements qui nous sont rapportés par les auteurs anciens, Mr. Montandon se réfère-t-il à Marteau et Le Roux, *Boutae*, et non aux textes eux-mêmes? Il eut été plus logique et plus scientifique de renvoyer directement aux sources.

Vient en suite une importante bibliographie comprenant 875 numéros. Il y a quelques années Mr. Montandon nous avait déjà donné un répertoire semblable qui a rendu de grands services. Tous ceux qui ont eu l'occasion de consulter ce monument qu'est la « Bibliographie générale » savent avec quelle conscience Mr. Montandon dresse ses bibliographies. En parcourant celle-ci nous avons été frappé d'une petite lacune: Mr. Montandon cite l'édition française des « Lake Dwellings » de Munro, qui n'est qu'un abrégé de l'ouvrage anglais, lequel n'est lui-même qu'une compilation des « Pfahlbauten-Bericht » de Keller. Ces rapports auraient dû figurer dans la bibliographie au même titre que l'extrait.

Le volume se termine par un inventaire extrêmement complet de toutes les découvertes faites non seulement dans le canton, mais aussi dans les régions avoisinantes, car l'auteur a fort bien compris que, dans un travail de ce genre, on ne saurait s'arrêter aux frontières politiques actuelles. Cet inventaire comprend 319 trouvailles; chaque article est accompagné d'une bibliographie. C'est sur cette partie de l'ouvrage que portera notre principale critique; nous ne pouvons nous empêcher de regretter que les notices de Mr. Montandon soient aussi laconiques. Pour établir un tel inventaire, l'auteur a dû se livrer à des dépouillements considérables, non seulement d'ouvrages imprimés, mais d'articles de journaux et de manuscrits. En rédigeant ses notices avec plus de détails, Mr. Montandon aurait évité à ceux qui se serviront de son ouvrage, la peine de refaire le travail. Un répertoire de cette nature ne doit pas être seulement une sèche nomenclature, il doit résumer aussi exactement que possible tout ce que nous savons sur chaque découverte. Or lorsque Mr. Montandon nous dit qu'en tel lieu, on a trouvé une hache de bronze, une fibule de l'âge du fer, une monnaie romaine ou une sépulture burgonde, on aimerait savoir de quel type était cette hache ou cette

fibule, à quelle effigie était la monnaie, ce qu'il y avait dans cette tombe. Pour se renseigner, le lecteur devra recourir aux sources, qu'il lui sera souvent difficile de se procurer; en outre on risque souvent de n'y pas trouver le renseignement cherché. Si Mr. Montandon nous avait dit d'emblée: hache de tel type ou monnaie indéterminée, il aurait doublé les services que l'on peut attendre de son effort. L'auteur aurait pu d'autant plus facilement compléter son œuvre sans en augmenter notablement le nombre des pages, que pour établir son répertoire, il a été obligé de faire ce travail parfaitement fastidieux de dépouillement. Il aurait été ainsi la seule victime de son œuvre, tandis que dans la forme dans laquelle il nous donne ses inventaires, chacun sera obligé de refaire pour soi ces dépouillements. Nous aurions aussi désiré que toutes les trouvailles fussent groupées dans le cadre des communes politiques.

A l'ouvrage sont joints deux fort beaux panoramas du Salève et deux cartes archéologique. L'une ne nous satisfait nullement, nous devons l'avouer: celle de la ville de Genève. Elle ne permet pas du premier coup d'oeil de saisir le mode de répartition des trouvailles, par époque. Qui voudra savoir sur quel points ont par exemple été faites les découvertes romaines devra recommencer tout le travail exécuté par Mr. Montandon et pointer sur un plan de la ville l'emplacement de chaque trouvaille. Au lieu d'indiquer tous les emplacements uniformément par un point rouge accompagné d'un numéro d'ordre également rouge, ce qui fait un vrai fouillis, il eut été préférable de marquer chaque trouvaille par un point suivant les couleurs conventionnelles et de reporter les numéros d'ordre sur un plan imprimé sur papier transparent.

En revanche la carte générale au 50,000 est absolument parfaite. L'auteur a choisi une échelle très pratique qui tient le juste milieu entre la carte Dufour et la carte Siegfried; la gravure en est très nette, les reliefs du terrain très apparent et les signes conventionnels ressortent clairement sur le fond gris.

Malgré nos quelques critiques, l'ouvrage de Mr. Montandon reste une œuvre de grande valeur et il faut espérer que l'accueil que lui fera le public encouragera l'auteur, dans une prochaine édition, à y apporter les quelques améliorations que nous avons signalées. C'est une œuvre de bénédictin et il est vivement à souhaiter qu'il se trouve d'autres savants que ne rebutte pas un pareil travail, pour nous donner, pour chacun de nos cantons, des monographies aussi consciencieuses.

Zurich.

D. Viollier.

Klosterleben im deutschen Mittelalter nach zeitgenössischen Aufzeichnungen.

Herausgegeben von JOHANNES BÜHLER. Mit 16 Bildtafeln. Inselverlag zu Leipzig, 1921. VIII + 528 Seiten.

Der Herausgeber will durch die Veröffentlichung einer Auswahl von Quellenstellen das Leben in den deutschen Klöstern des Mittelalters dem

Verständnis unserer Zeit näher bringen. Dieses Ziel dürfte er zu einem schönen Teil erreicht haben. Freilich gestattet der Raum ihm nur die Berücksichtigung der wichtigsten Orden. Daß auch der Deutschorden, der doch ein nationales Gepräge hatte und für weite deutsche Gebiete von allergrößter Bedeutung war, nicht zu Worte kommt, wird man kaum begreifen; daß seine Niederlassungen selten als Klöster bezeichnet werden, kann diese Lücke nicht rechtfertigen. Man hätte diesem Orden zum wenigsten die paar Seiten einräumen können, die von « Anekdoten und Scherzen » belegt sind. Selbstverständlich handelt es sich auch bei den Orden, die erwähnt werden, nur um eine Auslese von größeren oder kleineren Stücken. Trotzdem dabei, wie das gar nicht anders sein kann, das subjektive Empfinden des Herausgebers sich geltend macht, wird man die Wahl doch im allgemeinen eine recht glückliche nennen und es freudig begrüßen, daß vielfach weniger bekannte Partien geboten werden. Ich möchte aber wünschen, daß mit dieser Originalität die Betonung des Typischen sich stärker verbunden hätte. So wäre eine Zusammenstellung von charakteristischen Beschlüssen der Generalkapitel im Abschnitt von den Zisterziensern sicher besser angebracht als die phantastische Hildegunde-Josef-Geschichte. Weiter vermissen wir nur ungerne die Erlasse Benedikts XII. für die Zisterzienser und die Benediktiner, sowie einen Hinweis auf die verheerenden Wirkungen, welche der Schwarze Tod nach der wirtschaftlichen und disziplinären Seite für die Klöster mit sich brachte. Die Ansicht des H. über die Stellung der Oblaten unter St. Benedikt vermag ich nicht zu teilen. S. 24 muß es anstatt Zürich heißen Tuggen. Das Studium generale in Heidelberg meint offenbar nicht die theologische Hausanstalt der Franziskanerprovinz, sondern die Universität.

Die Verdeutschung der lateinischen Quellen ist vorzüglich; die Einführungen zu den einzelnen Stücken sind knapp, aber gediegen, Druck und Ausstattung für einen deutschen Verlag im Jahre 1921 geradezu überraschend.

Engelberg.

Dr. P. Bonaventura Egger.

HEINRICH GLITSCH und KARL OTTO MÜLLER. *Die alte Ordnung des Hofgerichtes zu Rottweil (um 1435)* erstmals nach der Originalhandschrift herausgegeben. (Weimar, Hermann Böhlau Nachfolger, 1921; um einen Anhang und das Register vermehrter Sonderabdruck aus der Ztschr. der Savigny-Stiftung für Rechtsgeschichte, Bd. XLI, German. Abt.)

Die bis anhin bekannten Texte der Hofgerichtsordnung zu Rottweil beuhen nicht auf dem Original, sondern auf einer frühen Abschrift, welche 523 abgedruckt worden war, wobei sich in den folgenden Drucken Fehler und Unklarheiten mehrten. Es ist deshalb wertvoll, daß das jener Abschrift vorliegende Original des Rechtsbuches, welches von den Herausgebern aufgefunden worden ist, in sorgfältiger Bearbeitung veröffentlicht

wurde. In einer Einleitung wird auf den noch nicht erforschten Ursprung des Rottweiler Hofgerichtes hingewiesen unter Andeutung verschiedener Ansichten, wobei Glitsch uns eine Abhandlung über die ältere Geschichte und Verfassung des Hofgerichtes in Aussicht stellt. (Durch den frühen Tod dieses eifrigen Forschers sind wir um diese Arbeit gekommen.) Nach einer Beschreibung dieses schön ausgestatteten Rechtsbuches wird die Entstehungszeit desselben auf etwa 1435 datiert. Wir haben es hier jedoch nicht mit der ältesten Formulierung zu tun, indem schon 1383 eine Mitteilung nach Zürich erfolgte über Verfassung und Verfahren des Hofgerichtes und die vorliegende Ordnung angibt, aus einer älteren Handschrift der Hofgerichts-Ordnung zusammengestellt worden zu sein (S. 35). Die Hofgerichts-Ordnung ist nebst dem Schwabenspiegel die umfangreichste und hervorragendste Quelle schwäbischen Landrechts des Mittelalters und gibt uns einen Einblick in das Verfahren, insbesondere in das Achtverfahren eines königlichen Landgerichtes. Seine Bedeutung für die Schweizergeschichte hat das Rottweiler Rechtsbuch infolge seiner örtlichen Zuständigkeit. Nach Ziff. VI, erster Teil: Wie wit und wahin das hofgericht ze richten hat, erstreckt sich der Gerichtssprengel gegen Süden bis Appenzell, Chur, Schwyz, Luzern, Bern, Freiburg, Neuenburg und Pruntrut. Dem Historiker sind die zahlreichen Urteilsbriefe des Hofgerichtes zu Rottweil als wertvolle Quellen seit dem XIV. Jahrhundert bekannt; sie gewinnen auch in ihren meist unbeachteten Prozeßformeln an Hand der alten Hofgerichts-Ordnung, wie sie uns vorliegt, an Lebendigkeit. Die Benützung derselben ist durch ein sorgfältig bearbeitetes Sachregister erleichtert. Das Titelblatt ist geschmückt mit einer verkleinerten Abbildung des Originals, in gothischer Linienführung die Verleihung des Hofgerichtes durch Konrad III. darstellend.

S c h a f f h a u s e n.

F r i t z R i p p m a n n.

EMIL AUDÉTAT. *Verkehrsstraßen und Handelsbeziehungen Berns im Mittelalter.* Berner Dissertation. Langensalza 1921. 124 S.

Unsere Kenntnisse der wirtschaftlichen Zustände der Schweiz in den Jahrhunderten von ungefähr 1700 rückwärts sind noch recht unsicher. Aus den Darstellungen der allgemeinen Wirtschaftsgeschichte, hie und da durch Einzeluntersuchungen ergänzt, hat man sich ein Bild zurecht gemacht, das den verwickelten und mannigfaltigen Verhältnissen jener Zeiten häufig nicht entspricht. Die größte Fehlerquelle bei diesem Vorgehen bildet die Übertragung von Forschungsergebnissen in einzelnen Orten, Landesteilen und Nachbarländern auf die gesamte Schweiz. Zu einem richtigen Bild der schweizerischen Wirtschaftsgeschichte wird man nur durch Untersuchungen über jeden einzelnen Mittelpunkt des wirtschaftlichen Lebens in den verschiedenen Zeiträumen gelangen. Auch dann noch wird der Mangel an Quellen ein großes Hindernis bilden; in der Schilderung der Zustände vor der Mitte des 14. Jahrhunderts wird immer sehr vieles Annahme bleiben müssen. Solche Einzelarbeiten erfordern aber eine so um-

fangreiche und mühsame Kleinarbeit, daß offenbar viele dadurch abgeschreckt werden. Die Lücken unserer Kenntnisse schließen sich deshalb auch nur langsam.

Einen sehr willkommenen Beitrag liefert nun Emil Audétat in seiner Untersuchung über Handel und Verkehr Berns im Mittelalter. Zeitlich reicht die Arbeit bis zum Ende des 15. Jahrhunderts, und räumlich umfaßt sie das heutige Gebiet des Kantons Bern. Ob die Einbeziehung des Juras praktisch war, möchte ich bezweifeln. Jedenfalls hatte z. B. das solothurnische Gebiet mit dem bernischen weit engere Beziehungen als der heutige Berner Jura, mit Ausnahme etwa des St. Immertals. Das Birsental und vollends der Elsgau waren wirtschaftlich ganz natürlicherweise mit Basel, dem Elsaß und Burgund verknüpft; dafür finden sich in den Basler Quellen auf Schritt und Tritt Beweise. Audétat hat wenig neuen urkundlichen Stoff herangezogen, der ja auch nur für die Zeit nach 1350 zu finden gewesen wäre. Alles irgendwo Veröffentlichte aber ist wohl erschöpfend verwertet worden. So liegt der Hauptwert der Arbeit nicht in überraschenden neuen Aufschlüssen, sondern in der systematischen Sammlung und Wertung der zahlreichen, sehr zerstreuten Angaben. Den Verfasser interessierten dabei besonders auch die Handelsstraßen.

Die beiden ersten Abschnitte behandeln die Zustände vor, bzw. während und nach der Zeit der Städtegründungen bis zur Mitte des 14. Jahrhunderts. Es werden jeweilen die örtlichen wirtschaftlichen Verhältnisse und der daraus sich ergebende Verkehr, dann die Stellung des bernischen Gebiets im allgemeinen Wirtschaftsleben, der Durchgangs- und der eigene Außenhandel geschildert. Das Ergebnis ist etwa folgendes: Im allgemeinen wissen wir über die Wirtschaftslage des Gebiets in jenen langen Jahrhunderten wenig, können aber feststellen, daß es wirtschaftlich eine sehr geringe Rolle spielte, auch nach dem Entstehen zahlreicher städtischer Siedelungen. Im europäischen Verkehr lag Bern und sein ganzes Gebiet sehr unglücklich. Von den Nord-Süd-Straßen wurde es beiderseits umgangen; sein einziger Alpenpaß, die Grimsel, war nur sehr wenig besritten. Man wird dem Verfasser darin vollständig zustimmen. Ich möchte nur eines bemerken: Das Bild jener Zeiten baut sich meist auf ganz vereinzelte Nachrichten auf. Persönlich bin ich je länger je mehr zu der Ansicht gekommen, daß man bei der Wertung jener Nachrichten außerordentlich vorsichtig sein muß. Es geht vielfach nicht an, aus einer einzelnen Angabe, z. B. einem Verkehrsprivileg, auf dauernden Verkehr zu schließen, und noch weniger aus dem Fehlen einer Nachricht auf das Nichtbestehen von Handelsbeziehungen. Im einzelnen ist mir aufgefallen, daß die Schilderung des Geldhandels (S. 28) etwas unklar geblieben ist.

Der dritte Abschnitt beschäftigt sich mit der Zeit von 1350 bis 1500, für die nun die Quellen reichlicher fließen. Er deckt sich größtenteils mit dem entsprechenden Teil meiner Arbeit über «Freiburg und Bern und die Genfer Messen»; es stand mir jedoch viel mehr unbekannter Stoff zur

Verfügung. Von einem ganz verschiedenen Ausgangspunkte ausgehend, ist Audétat zu denselben Ergebnissen gekommen wie ich: Bern hatte auch damals nur eine geringe wirtschaftliche Bedeutung. Von seinem Gewerbe kam nur die Gerberei in Betracht. Der Außenhandel war nicht besonders umfangreich und weitreichend. Mit dem fortschreitenden 15. Jahrhundert kam immer mehr der Durchgangsverkehr der Oberdeutschen mit Südwesteuropa in den Vordergrund des wirtschaftlichen Interesses des Staates Bern. Neues Material, das ich seither besonders in Basel und Freiburg neu gefunden habe, hat dieses Bild nur bestätigen können.

In einigen wenigen Punkten bin ich anderer Ansicht: Die von mir ans Licht gezogene Genfer Handelsgesellschaft Vuarambert (S. 94) darf man nicht als besonders groß und auch ihre Entwicklung nicht als glänzend bezeichnen. — Das Eintreten der Berner für oberdeutsche Kaufleute in Frankreich u. s. w. (97) war doch nicht «uninteressiert». Es lag in ihrem Vorteil, daß dieser Handel ungeschmälert andauerte. Die Zolleinnahmen hingen davon ab. Dann bestanden aber auch noch besondere Veranlassungen zum schützenden Eingreifen. Die Humpiß-Gesellschaft aus Ravensburg z. B. hatte in Bern einen ständigen Vertreter. 1474 und schon lange vorher war es der bekannte Seckelmeister Hans Fränkli. Der führt nun in seiner Abrechnung von 1473—77 auch eine Ausgabe an «dem stattschriber hie von ain brief an den kung von Frankrich, er hat aber nütz außgeworfen!»*) — Bartholomäus May war persönlich Mitglied der Welser-Vöhlin-Gesellschaft in Memmingen-Augsburg (111). — Die May und Panian waren doch nicht die ersten Großkaufleute Berns. Niklaus von Diesbach der ältere war auch schon einer (111). — Die Geschäfte in Genua und Marseille betrafen nicht Bartholomäus May persönlich, sondern die Welser-Gesellschaft (114), gerade wie das Eintreten Berns und Freiburgs in Venedig 1496 (115).

A a r a u.

Dr. H e k t o r A m m a n n.

JOSEPH ERNST BERGHOFF †, *François de Bonivard*, Heidelberg, Karl Winter, 1923, 360 p. in-8°.

L'auteur de cet ouvrage est tombé à la guerre avant d'avoir pu en achever l'impression: ce sont les Archives d'Etat et la Bibliothèque Publique de Genève qui ont encouragé l'éditeur à la terminer. Grâce à elles, nous sommes en possession d'un ouvrage d'ensemble sur Bonivard. Avant de passer à l'examen succinct de ce que Mr. Berghoff apporte de nouveau sur le prieur de St. Victor, nous voudrions faire quelques remarques générales. Tout d'abord, l'amplitude du sujet et le cadre limité de l'ouvrage ont empêché l'auteur de traiter à fond un certain nombre de questions intéressantes: il y a donc d'autant plus lieu de regretter qu'il ait consacré une partie du livre à des résumés de traités déjà publiés. D'autre part, l'œuvre du vieux chroniqueur est si variée, qu'elle relève de plusieurs

*) Generallandesarchiv Karlsruhe, Kopialbücher 1687/68.

disciplines: linguistique, histoire, littérature, etc. Or, Mr. Berghoff n'était pas également compétent, semble-t-il, en ces diverses matières: venant après une série de travaux spéciaux, son œuvre de synthèse aurait été d'une valeur plus égale. Obligé, au contraire, d'aborder le premier des domaines qui dépassaient parfois sa compétence, il a laissé une œuvre qui, sur bien des points, n'est pas assez approfondie ou donne une fausse interprétation des faits. Enfin, regrettons qu'il n'ait pas jugé utile de publier un catalogue critique de tous les manuscrits connus de Bonivard; ce travail, ingrat, il est vrai, aurait grandement facilité les recherches ultérieures.

Il s'agit d'une étude d'ensemble: Mr. Berghoff étudie successivement, après une introduction, la vie de Bonivard, son œuvre, en tant que philologue, historien, polémiste, philosophe, poète. Il fait un exposé des résultats auxquels la critique est déjà parvenue avant lui en y ajoutant le produit de ses recherches personnelles.

L'Introduction est une des parties les plus originales du livre. Après avoir recherché l'origine et raconté la légende qui s'est formée, au XIX^e siècle, sur le prisonnier de Chillon, Mr. Berghoff fait l'historique de ce qui a été écrit sur Bonivard et des différents jugements qu'on a portés sur lui. Il classe ces jugements en deux catégories: les représentants de la première dépeignent Bonivard comme un pur héros national; ils représentent la tradition; pour les seconds, Bonivard fut un homme égoïste et intéressé, et on chercherait en vain dans sa vie un sentiment généreux. Cette deuxième conception, plus scientifiquement fondée que la première, est soutenue par les deux Galiffe. Mr. Berghoff choisit pour base de son travail l'excellente notice du Dr. J. J. Chaponnière, à laquelle il rend un juste hommage: sur bien des points, cependant, il la trouve trop favorable à Bonivard et penche pour l'opinion des Galiffe.

Pour la vie de Bonivard, Mr. Berghoff suit assez exactement, en la complétant ou en la corrigeant, la notice de Chaponnière, déjà bien connue et si précieuse par les nombreuses pièces justificatives qu'elle contient. Chaponnière supposait déjà que Bonivard était né en 1493. Un passage du Ms. français 71 a, de la Bibl. Publ. de Genève, confirme cette hypothèse: voici, en effet, ce que, d'après Mr. Berghoff, écrit Bonivard: « Me souffira de parler de ceux (des papes) qui ont esté depuis ma naissance qui fut l'an 1493 ».

Le chapitre qui traite de la vie de Bonivard, depuis 1514, date où il prit possession de son prieuré, jusqu'à l'an 1521, jette un jour nouveau sur deux points importants: les causes de la sympathie active de Bonivard pour Genève, et le véritable caractère de la captivité de Grollée. Pourquoi Bonivard, vassal du Duc, issu d'une grande famille savoyarde dévouée au prince, assez intelligent pour prévoir la victoire de la Savoie, se tourna-t-il du côté de Genève et se lia-t-il avec le trio des patriotes Lévrier, Hugues, Berthelier? On expliquait en général cette conduite par

la préférence que Bonivard, dans ses écrits, prétend avoir toujours éprouvée pour l'état républicain. Sur ce point, Mr. Berghoff se rallie à l'opinion de J. A. Galiffe: Bonivard comptait hériter, avec le prieuré de St. Victor, de l'abbaye de Pignerol, qui faisait partie des bénéfices de son oncle: or cette abbaye fut donnée à l'évêque Jean de Savoie. C'est, dès lors, par haine pour l'évêque et dans le secret espoir de recouvrer l'abbaye, que Bonivard se rapprocha des patriotes genevois. Mr. Berghoff appuie son opinion, son interprétation des faits, sur des preuves solides. Si peut-être on peut lui reprocher de n'avoir pas assez tenu compte de l'influence du milieu genevois sur le bouillant prieur, il faut lui savoir gré d'avoir définitivement rompu avec les explications un peu sentimentales données jusqu'à ce jour.

L'autre point important est la captivité de Bonivard à Grollée. Chaponnière émettait déjà l'hypothèse que toute cette affaire n'aurait été qu'un coup monté par la famille du prieur, le duc et les autorités ecclésiastiques, pour donner une leçon au trop imprudent jeune homme, coupable d'avoir pris parti pour Genève. Berghoff reprend cette hypothèse et l'adopte entièrement. Sans doute la reconstitution qu'il fait des événements est-elle, en plusieurs endroits, discutable; il n'en étaye pas moins sa thèse de preuves dans le détail desquelles nous ne pouvons entrer. Si cette question paraît donc en voie d'être définitivement éclaircie, il n'en est pas de même des causes pour lesquelles Bonivard perdit son prieuré, puisque ce ne fut pas à l'instigation de sa famille: il semble que ce soit par décision ecclésiastique, mais l'on ignore comment. Mr. Berghoff a su, sur cette question délicate, garder une prudente réserve; regrettons seulement qu'il n'ait pas approfondi ses recherches sur ce point capital, au lieu de nous donner une simple réplique du travail de Chaponnière.

Mr. Berghoff étudie ensuite la période de la vie de Bonivard qui s'étend de la captivité de Grollée à celle de Chillon. Le prieur, pendant cette époque, chercha des appuis à Genève et auprès de sa famille, en Savoie, en même temps; ce double jeu ne lui fut d'ailleurs d'aucun profit. Notre auteur prononce une vraie condamnation de cette attitude équivoque. Il semble oublier qu'elle est tout à fait en accord avec le caractère de Bonivard, tel que l'a décrit Galiffe et tel qu'il l'a lui-même représenté. De plus, il est un peu téméraire de vouloir juger la conduite du prieur, sans donner aucun renseignement sur toutes les machinations auxquelles il se trouvait en butte de la part de l'évêque de Genève ou du duc de Savoie.

Sur la captivité de Chillon, Mr. Berghoff nous apporte quelques faits nouveaux: ils sont empruntés à des poésies, retrouvées dans le Ms. 71 a déjà cité, et dont nous parlerons plus bas.

Sur la fin de la vie de Bonivard, et surtout sur ses démêlés avec les autorités genevoises, l'auteur se contente, à quelques petits détails près, de faire une simple paraphrase de la notice de Chaponnière.

La troisième partie du livre est consacrée aux écrits de Bonivard. Mr. Berghoff nous dit son intention de montrer combien son auteur est représentatif du XVI^e siècle et combien l'étude critique de ses œuvres jette un jour intéressant sur l'humanisme. Aussi attribue-t-il une grande importance à la question des sources: il apporte dans ce domaine, des renseignements précieux.

Un chapitre entier traite des débuts littéraires de Bonivard et le résultat de recherches fructueuses y est consigné. On ne connaissait jusqu'à Mr. Berghoff, datant d'avant 1542, que quelques pièces de vers, dont les plus anciennes sont de 1528. Il y avait lieu de s'étonner qu'au moment où il fut appelé à la rédaction des Chroniques, Bonivard ne jouit pas d'une certaine réputation littéraire. Mr. Berghoff révèle d'abord le contenu du « Jardin d'Antiquité » Ms. 130 de la Bibl. Publ. de Genève, écrit dans le cours de l'année 1529. Cet ouvrage contient des allusions à une « Anthropologie », apparemment un dictionnaire d'hommes célèbres. Ces allusions sont toutefois contradictoires et il semble que Bonivard eut l'intention d'écrire ce livre, mais ne donna pas suite à son projet. Par contre ce même manuscrit atteste l'existence d'une « Halieutique ou Livre de la Poissonnerie », que l'on n'a pas retrouvée et qui devait être un recueil de courtes poésies latines: c'est peut-être cet ouvrage qui valut à son auteur ce titre, encore inexplicé, de « poeta laureatus » qu'il s'attribue quelque part. Il convient de rattacher encore à cette première période les poésies composées pendant la captivité de Chillon. Enfin le « Jardin d'Antiquité » mentionne le projet d'écrire des ouvrages de droit (Bonivard était docteur *utriusque iuris*) et une grammaire grecque, projet qui ne fut sans doute jamais mis à exécution, car on n'en retrouve aucune trace.

Les écrits philologiques de Bonivard ont fourni à Mr. Berghoff le sujet de sa thèse de doctorat, déjà signalée, en 1920, dans la *Bibliographie linguistique de la Suisse Romande* (Tome II, No. 1921). Le « Jardin d'Antiquité » est une adaptation française du « Cornucopiae » de Nicolas Perotti. Mr. Berghoff signale la façon originale dont Bonivard s'acquitte de ce travail, émaillant le texte original de digressions ou d'anecdotes personnelles. Un examen attentif de ces dernières pourrait apporter des éclaircissements sur la vie et les idées de Bonivard. Mr. Berghoff ne s'est pas livré à ce travail. Quant au dictionnaire en 3 langues, il n'est pas nécessaire que nous en parlions, car nous pouvons renvoyer le lecteur à l'article signalé dans la *Bibliographie linguistique*. Constatons seulement que les assertions de notre auteur sont complètement erronées pour ce qui concerne la langue employée par Bonivard et qu'il indique comme étant du « savoyard ».

« L'avis et devis des langues » est le seul des ouvrages philologiques de Bonivard qui ait été publié. — On comprend difficilement pourquoi Mr. Berghoff en donne un résumé d'ailleurs confus. Sachons lui gré, cependant, d'avoir consciencieusement recherché les sources de cet écrit et

d'arriver à cette conclusion qu'il manque totalement d'originalité, la plus grande partie en étant empruntée à la « Chronique de Stumpf » et à d'autres ouvrages contemporains.

Pour les Chroniques de Genève, Berghoff n'en a pas entrepris l'examen détaillé: il s'est contenté de compléter sur certains points la notice de Chaponnière: par contre, il nous donne d'utiles indications dans la question des sources.

Quelles furent les raisons qui, après la mort d'Ami Porral, fixèrent le choix du Conseil sur Bonivard, comme rédacteur des Chroniques? C'est dans l'« Advis aux Syndics », imprimé en tête des Chroniques, que Berghoff va chercher la réponse à cette question: la ville ayant perdu, du fait de la Réforme, un grand nombre d'habitants cultivés, l'ex-prieur était à peu près le seul qui eût connaissance des événements passés et fût capable de les raconter; Mr. Berghoff ajoute une autre raison: la connaissance que Bonivard avait de la langue allemande. Pourquoi le chroniqueur officiel ne se mit-il pas à l'œuvre dès l'année 1542? Selon Mr. Chaponnière, il aurait consacré les années 1542 à 1546 à des études historiques préalables. Mr. Berghoff montre qu'il n'en est rien, puisque les plus importants de ses travaux philologiques datent de cette période. Il ne nous explique cependant pas ce retard clairement, quoiqu'il entre dans d'assez confuses digressions sur le caractère calviniste ou antic Calviniste des Chroniques. Pourquoi, la rédaction terminée, l'ouvrage de Bonivard ne fut-il pas imprimé? Mr. Berghoff écarte les explications fournies par les documents officiels et les considère comme des prétextes. Pour lui, on préféra confier à Michel Roset le soin de rédiger une nouvelle chronique qui fût mieux conforme à l'esprit du parti régnant. Il serait intéressant à ce point de vue, de comparer Bonivard et Roset: Mr. Berghoff aurait pu tirer de cette comparaison des preuves à l'appui de son hypothèse.

Mais le grand mérite de Mr. Berghoff est d'avoir tenté le premier, à notre connaissance, de déterminer les sources des Chroniques. Pour simplifier son travail, il les divise en 3 parties: les origines, l'époque de transition (1422—1492), la période que Bonivard a vécue (1493—1530).

Dans la première partie figurent un grand nombre de textes officiels: Bonivard trouva un modèle de cette méthode dans les « Chroniques des Ligues » de Stumpf, dont il eut connaissance dès 1548. En plus des textes officiels, parmi lesquels figurent les « Franchises » d'Adhémar Fabri, imprimées en 1507, Mr. Berghoff indique comme source une « Petite Annale de Genève » publiée en 1855 par Ed. Mallet, fragment (1303—1333) d'une Chronique rédigée au XIV^e siècle par les moines de St. Victor. A cela s'ajoutent les « Chroniques de Savoie » de Symphorien Champier et un grand nombre d'auteurs anciens et modernes.

Pour la deuxième partie, d'une valeur historique moindre que la première, Bonivard utilisa entre autres l'Histoire du Concile de Bâle, d'Aeneas Silvius ainsi qu'un Diaire de Pierre Roset (1447—1451); mais il

puisa surtout dans des manuscrits privés, qu'il utilisa sans esprit critique; son récit de l'affaire des Foires, où il reproduit un manuscrit de Pierre Dorsière, a contribué à donner à cet événement un faux aspect qui s'est longtemps maintenu dans l'histoire traditionnelle de Genève.

La valeur historique de la troisième partie est bien diminuée par son caractère nettement autobiographique. Quoiqu'il eût à sa disposition des documents officiels, Bonivard se fia avant tout à sa mémoire. Il commit jusqu'à des erreurs volontaires, ainsi que l'ont montré les recherches des critiques, J. A. Galiffe, Gautier, Roget. A ce sujet, Mr. Berghoff nous paraît ignorer une thèse, pourtant ancienne, présentée à Bonn, par Fr. Vill et intitulée *Quaestiones Bonivardae* qui relève une série d'erreurs de Bonivard.

Enfin notre auteur esquisse une histoire de l'influence des Chroniques sur l'histoire traditionnelle de Genève. Notons, pour conclure, que Berghoff n'a pas déterminé la valeur des divers manuscrits qui sont à la base de l'édition de Gustave Revilliod, dont il s'est servi sans contrôle.

« L'Advis et Devis de l'Ancienne et nouvelle Police de Genève », pose des questions intéressantes. Après avoir servi de source à bien des histoires de Genève, on a fini par lui reconnaître une valeur purement satirique, voire pamphlétaire. J. J. Chaponnière, en tout cas, n'hésitait déjà plus à le considérer comme un simple pamphlet et Mr. Berghoff ne peut faire autrement que se rallier à cette opinion. Cet Advis et Devis soulève la question des relations de Bonivard avec Calvin et son entourage. Berghoff ne la traite pas à fond et se contente d'apporter quelques observations nouvelles sur les rapports difficiles de l'ex-prieur avec les nouveaux dirigeants de la ville. Il tend, d'autre part, à discerner, dans ce pamphlet, bien des influences étrangères à Bonivard, ce qui contribue à diminuer d'autant la responsabilité de ce dernier. Mais il est loin d'épuiser le sujet.

Avec raison, notre auteur distingue du « Traité de Noblesse » « l'Advis et Devis des trois états Politiques », confondus en un même traité dans l'édition de G. Revilliod. Un long travail de recherche et de comparaison des sources l'amène à cette conclusion que le « Traité de Noblesse » ne renferme rien d'original et est composé d'extraits de Stumpf, Nauclerus, Sleidan, pour ne citer que les principaux auteurs. Le seul intérêt du Traité est de contenir de nombreux échantillons de cette verve satirique qui n'est pas une des moindres qualités de Bonivard. « L'Advis et Devis des trois états politiques », par contre, est plus original: le nombre des auteurs qui y sont cités est une preuve de la vaste culture littéraire de son auteur.

Il existe un certain nombre de petits traités, datant de la fin de la vie de Bonivard et se rapportant à l'histoire ecclésiastique. Les uns sont publiés, les autres ne le sont pas encore. Mr. Berghoff les rattache tous à un ouvrage d'ensemble, intitulé « Advis et Devis de l'état ecclésiastique et Mutations d'icelluy », que Bonivard aurait eu l'intention d'écrire. Cette

hypothèse semble un peu hasardée, si l'on songe que cet ouvrage aurait dû contenir des parties proprement historiques, comme le « Catalogue des hérétiques », et des parties satiriques ou polémiques, comme « l'Advis et Devis de la Source de l'idolâtrie papale » ou celui « Des difformes Réformateurs ». On ne conçoit guère une œuvre dont les parties auraient été d'inspiration si différente. Mr. Berghoff signale, dans le Ms. 71 a, déjà cité, une version du traité « De l'Idolâtrie papale » différente de celle qui fut publiée en 1856. Regrettons enfin que l'auteur n'ait pas étudié les œuvres pamphlétaires de Bonivard dans ses rapports avec les autres œuvres de ce genre, si nombreuses à cette époque, et, à Genève, particulièrement représentées par Viret.

Il nous reste encore à signaler la découverte par Mr. Berghoff, dans le Ms. 71 a, d'un certain nombre de « Menues pensées », réunies par leur auteur, à la fin de sa vie. L'existence de ces « Menues pensées », en tant que recueil séparé, avait été mise en doute au XIX^e siècle, quoiqu'elles fussent mentionnées par Sénebier, dans son *Histoire littéraire*. Ce petit problème est donc éclairci. Par malheur, les plus intéressantes de ces poésies devaient être publiées dans un Appendice dont le manuscrit n'a pas été retrouvé. Mr. Berghoff signale leur peu de valeur littéraire et l'influence de Marot, qui y est manifeste.

La dernière partie du livre est consacrée à l'étude de la langue et du style. Nous ne reviendrons pas sur la question de la langue, dont nous avons déjà parlé à propos des écrits philologiques de Bonivard. Quant au style, Mr. Berghoff le compare à celui de Rabelais, rapprochement dont, croyons-nous, Virgile Rossel est l'auteur. Cette ressemblance est réelle, mais il faudrait un écrivain de langue française pour en sentir toutes les finesses et la mettre en pleine lumière.

Nous voici au bout de l'examen de l'ouvrage de Mr. Berghoff. Le lecteur aura pu se rendre compte des défauts dont nous indiquions les principaux au début de notre compte-rendu. Mais l'auteur n'est pas sans avoir des mérites. Dorénavant, ceux qui s'adonneront à l'étude de Bonivard auront à leur disposition, comme entrée en matière, un travail d'ensemble, dont les notes bibliographiques sont précieuses, et qui résume le travail des critiques antérieurs. Mr. Berghoff a donné l'exemple de recherches consciencieuses: à sa suite, on peut tenter d'élucider les problèmes qu'il n'a pas résolus ou dont il n'a pas donné de solution satisfaisante. S'il n'a pas réussi à imposer une théorie originale de la vie et des œuvres de Bonivard, lui-même et ceux qui se sont dévoués à publier son livre, ont rendu un grand service à l'historiographie genevoise.

ANVERS.

Robert Wiblé.

Bündner Reformationsgeschichte, bearbeitet von EMIL CAMENISCH, Pfarrer in Valendas und Sagens, im Auftrag der evang.-rätischen Synode. Chur 1920, gedruckt bei Bischofberger & Hotzenköcherle. VII + 586 S. Vor zwölf Jahren erschien in den Bündner Blättern ein Preisaus-

schreiben des evang. Kirchenrates von Graubünden zur Erlangung eines Werkes über die Geschichte der Reformation in Graubünden. « Es soll dem gegenwärtigen Stande der Forschung entsprechen, in volkstümlicher Sprache für Schule und Haus passend, geschrieben sein und höchstens 20 Bogen umfassen » und sollte bis zum 31. Dezember 1914 eingereicht werden.

Diese Bestimmungen wurden nicht genau innegehalten: statt der verlangten 20 sind's 37 Bogen geworden, der Erscheinungstermin wurde auch bedeutend hinausgeschoben und statt aus freier Konkurrenz erschien das Buch bearbeitet im Auftrage der Synode.

Das war kein Unglück und läßt sich aus den Schwierigkeiten der Kriegsjahre hinreichend erklären, hingegen muß man es doch bedauern, daß es nicht zur Zwinglfeier erscheinen und dem Zürcher Reformator mit vielen Andern auch Dank und Gruß aus Graubünden überbringen konnte.

In erster Linie kommt für uns in Betracht, ob es den andern Bestimmungen entspricht und da darf der Rezensent zustimmen, der Verfasser hat den fast überreichen Stoff gesammelt, gesichtet, gesiebt und erwogen und ein Buch verfaßt, das seinem Hauptzweck, dem Bündnervolk ein Spiegelbild seiner religiösen Entwicklung im Zeitalter der Reformation in einer leichtverständlichen Form zu geben, entspricht.

Das Buch zerfällt in vier Teile: I. Politische und kirchliche Zustände in den drei Bünden beim Beginn der Reformation. II. Die Reformation als allgemeine Landesangelegenheit. III. Die Reformation als Angelegenheit der Bünde, Gerichtsgemeinden und Nachbarschaften. IV. Die Gegenreformation.

Diese Einteilung schon zeigt den besondern Charakter der Reformation in Graubünden, wo bei dem Mangel einer jeden Zentralgewalt und der fast unbeschränkten Gemeindeautonomie fast jede Gemeinde ihre eigene Geschichte hat und so trifft der Wanderer in den rätischen Tälern heute noch katholische und protestantische Dörfer in buntem Wechsel und die Geschichte lehrt ihn, daß bei der Reformation in den nördlichen Gebieten und den nach Süden sich öffnenden Tälern sehr verschiedene Einflüsse sich bemerkbar machten: dort war es vor allem der Einfluß Zürichs, hier machten sich vielfach italienische Ideen geltend, wie es schon E. Comba in seiner Geschichte der italienischen Protestanten anschaulich ausgesprochen hat mit den Worten: *Covata da noi, nacque (scil. la Riforma) altrove.*

Da im XVI. Jahrhundert in alt fry Raetia die politischen Verhältnisse eng mit den kirchlichen Fragen verbunden sind, so gibt das Buch ein gutes Stück Bündnergeschichte und zwar eines der interessantesten; die Kehrseite der großen Gemeindefreiheit, das wilde Parteiwesen zur Zeit der ausländischen Bünde, die Bündner Wirren, kommen darin naturgemäß nicht so ausführlich zur Sprache.

Ein Punkt der bündnerischen Reformationsgeschichte bedarf noch der Aufklärung, und wenn der Verfasser sich auch alle Mühe gegeben hat,

die Frage der Ilanzer Artikelbriefe an Hand des ihm zur Verfügung stehenden Materials zu prüfen und zu sichten, die materielle, wirtschaftliche Seite (neben der religiösen) muß noch genauer erforscht werden. In einer hoffentlich recht bald nötig werdenden 2. Auflage wird der Verfasser auf Grund der verschiedenen neuern Aktensammlungen Basels, Berns und besonders Zürichs (aus Eglis Schweiz. Reformationsgeschichte und aus Zwinglis Werken wäre auch noch manches Wertvolle für die Bündner Reformationsgeschichte zu holen) manches verwerten können, wenn auch seiner Darstellung mehr die religiöse Bewegung am Herzen liegt als die materielle Unterströmung.

Viel Material wird auch noch aus den ausländischen Archiven zu holen sein, die während der Kriegsjahre natürlich nicht zu benutzen waren. Der Rezensent hat vor Jahren in italienischen und österreichischen Archiven das Vorhandensein mancher Urkundenschätze konstatiert (namentlich in Mailand und Innsbruck), aber nicht sichten können, da sie seinem speziellen Zweck (italienische Reformation und Gegenreformation im Veltlin) nicht dienten.

Vielleicht ließe sich von dort aus auch Licht in die Frage nach der Vorgeschichte der Ilanzer Artikel bringen. Vergl. die Kontroverse «Zur Reformationsgeschichte Graubündens» zwischen Prof. Paul Wernle und Emil Camenisch in «Zwingliana» 1921, Nr. 2 und weitere Beiträge hiezu «Zwingliana» 1922, Nr. 1.

F e t a n.

Carl Camenisch.

ERNST BURKHARD. *Kanzler Abraham Friedrich von Mutach, 1765—1831.*

Vierzig Jahre bernische Geschichte. 405 S. Paul Haupt, Akademische Buchhandlung. Bern 1923.

Der Kanzler von Mutach gehörte zu der Generation des bernischen Patriziates, die den strengen Wechsel des Jahres 1798 erfuhr und sich 1803 erneut zur Macht erhob. Er kämpfte 1798 als Offizier gegen die Franzosen, trat 1803 in die Regierung und gehörte ihr als tätiges Mitglied bis zu seinem Tode an. Die Geschichte hat ihm unter seinen Standesgenossen einen besondern Platz angewiesen, ohne das bislang einläßlich zu begründen. Nun liegt die Biographie von Dr. Ernst Burkhard vor, die über den Rang, den Mutach im Leben einnahm, und den er im Nachleben beanspruchen darf, den wünschenswerten Aufschluß gibt.

Das Thema war verlockend: eine Persönlichkeit, die im Staat aufging, mit dem Staat krankte und wieder auflebte, die das Schicksal Berns als das ihrige erlitt. Schon das forderte zu einer Darstellung auf, die das Allgemeine mit dem Besondern verband, mehr noch die Vielseitigkeit des Mannes, der in das bernische Staatswesen in verschiedener Richtung nachdrücklich eingriff. Mit Recht durfte Burkhard seiner Arbeit den Untertitel «Vierzig Jahre bernische Geschichte» geben.

Die schöne Aufgabe ist in gute Hände gefallen. Dr. Ernst Burkhard hat durch Jahre den weitschichtigen Stoff mit Fleiß und Spürkraft, die

durch manchen guten Fund belohnt wurden, zusammengetragen und mit Glück darüber gewaltet. Die Verwertung ging wie in die Breite so auch in die Tiefe; sie blieb nicht bei den Tatsachen stehen, sondern suchte das Wesen des Mannes zu ergründen und mit dem Ablauf seines Lebens in Beziehung zu setzen. Diesem Teil der Aufgabe stellten sich Hindernisse entgegen, die in der Zeit und in der Person begründet lagen. Es ist nicht leicht, das Besondere an Mutarch aufzuklären. Seine Bildung trug, so sehr sie nach Einheit drängte, die Spuren einer Übergangsepoche. Das vielverlangende Talent, das er dem Staat entgegenbrachte, war aus widerstrebenden Anlagen und Neigungen gemischt. Mit einem kräftigen Sinn für die Wirklichkeiten des Daseins, für Finanzsachen und Staatshaushalt, mit einem peinlichen Eingehen auf all diese Dinge verband er fast unvermittelt das Verlangen nach reiner Anschauung, nach Gestaltung und Erhöhung des Geistes. Angeborne Würde und Beredsamkeit bestimmten ihn zum repräsentativen Mann der bernischen Mediation und Restauration, der auf mancher Sendung seinen Stand nach außen vertrat, stellten ihn aber doch nicht in den ersten Rang und ins Vordertreffen, sondern wiesen ihm seinen Platz etwas abseits an. Selbstgewählte Einsamkeit sagte seiner Unabhängigkeit am besten zu.

In Mutach gab nicht die Leidenschaft des Politikers, sondern der Schaffensdrang des Verwalters den Ausschlag. Unruhige, stürmische Verhältnisse stießen ihn ab; in den Krisenjahren 1812 und 1813 vernimmt man wenig von ihm. Es scheint ihm die Triebkraft gefehlt zu haben, das vorzubringen, was ihn bewegte. Dagegen wohnte ihm die Harmonie inne, und sie war ein gutes Stück seines Standes, die nicht gewalttätig in den Gang der Ereignisse eingreift, sondern ihr Genüge findet, über ruhenden Zuständen zu walten, sie zu verbessern und weiterzubilden. Mutach liebte diese Tätigkeit, ohne vom Beamten mehr anzunehmen, als sich mit seiner Selbstherrlichkeit vertrug. Er sah darin die Rechtfertigung seines Standesbewußtseins, wenn schon ihm und den Seinen reines Glück nicht mehr beschieden war, seitdem sie 1798 versagt hatten und es sich auch gestehen mußten. Die frühere Selbstverständlichkeit stellte sich nicht wieder ein.

Auf das alles ist der Verfasser mit Liebe eingegangen, hat es herausentwickelt und in klarer Überschau dargestellt, ohne daß über dem Kleinen das Große zu kurz kam. Und die Gefahr lag nahe; denn mit hingebender Kleinarbeit ist der Verfasser ins Einzelne eingedrungen, hat Unbekanntes zu Tage gefördert, Bekanntes ergänzt und von einer neuen Seite gezeigt, immer auf eine Fülle des Stoffes gestützt, wie sie bisher keinem Darsteller jener Zeit zur Verfügung stand. Die Ereignisse im März 1798 erhalten von Mutachs Tätigkeit im Armeestabe neues Licht. Einzelne Kapitel sind Monographien zur bernischen Verwaltungs- und Geistesgeschichte geworden. Mit Recht aber hat der Verfasser Mutach als Kanzler der Akademie in den Mittelpunkt gestellt. Hier hat Mutach sein Bestes

gegeben; er hat die hohe Schule Berns neu begründet und durch Jahrzehnte gewaltig geleitet und betreut. Namen von europäischem Klang treten in seinen Kreis: Karl Ludwig von Haller, der sich zu seinem Schaden mit seinem Kollegen, dem Professor Samuel Schnell, herumschlägt, der Theologiestudent Albert Bitzius, der sich in Abenteuer verliert und einen Wischer holt. Über allen, Großen und Kleinen, waltet der Kanzler unermüdlich und gerecht.

Burkhard hat mit seinem Werk einen wertvollen Beitrag zur bernischen Geschichte geliefert; er hat mit der Persönlichkeit auch ihre Zeit wieder ins Leben gerufen.

Bern.

R. Feller.

HIRSCHI, THEOPHIL. *Leistungen und Lieferungen des Kantons Zürich für die französischen Besetzungstruppen bis zur ersten Schlacht bei Zürich.* 26. April 1798 bis 6. Juni 1799. Diss. Zürich 1920.

Die Ausführungen Hirschis, die zuerst im Zürcher Taschenbuch unter einem gangbaren Titel («Aus Zürichs Franzosenzeit») erschienen sind, umfassen nicht den ganzen Zeitraum, innerhalb dessen die Schweiz von den französischen Truppen besetzt war. Der Verfasser schließt vielmehr ab mit der ersten Schlacht von Zürich. Aber schon dieser Ausschnitt gibt ihm zur Genüge Gelegenheit, um die Wirkung der Okkupation auf das schweizerische Volk darzustellen. Statt daß wir nur allgemein von den Lasten, die damals der Schweiz aufgebürdet wurden, zu hören bekommen, gewinnen wir bis ins einzelne einen Einblick in die Forderungen, die von Heerführern und Soldaten, von Kriegskommissären und Agenten an die Behörden und an jeden Bürger gestellt wurden. Es ist eine mühsame und auch entsagungsvolle Arbeit des Zusammentragens und Verarbeitens von außerordentlich umfangreichem Material, die der Verfasser auf sich genommen hat, um an einem Beispiel, nämlich an demjenigen Zürichs, zu zeigen, wie Staatsverwaltung und bürgerliches Leben unter den Zumutungen der französischen Besatzungsarmee aufs schwerste zu tragen hatten.

Wir erfahren, wie die Zürcher nach ihrem Anschluß an die Helvetik vergeblich versuchten, sich eine Okkupation ihres Gebietes vom Halse zu halten, wie aber der Widerstand der innern Orte gegen die Einheitsverfassung den Franzosen erwünschten Anlaß bot, Truppen in den Kanton Zürich einmarschieren zu lassen, und wie die kriegerische Verwicklung mit Österreich, die politische Unsicherheit der Ostschweiz, endlich der Nidwaldner Aufstand dazu beitrugen, daß die Franzosen nicht nur im Zürichbiet blieben, sondern die Truppenbestände erhöhten. Für ihren Unterhalt und für alle mit militärischer Belegung verbundenen Notwendigkeiten hatte der Kanton aufzukommen. Die Versprechungen auf Entschädigung wurden, wenn überhaupt solche abgegeben wurden, bekanntlich später nicht eingehalten.

Der Verfasser verfolgt auf verschiedenen Gebieten des staatlichen und

bürgerlichen Lebens, immer auf Grund der Akten, die Leistungen Zürichs. Und welche Forderungen mußten erfüllt werden! Einquartierung von Mannschaft und Pferden, Stellung von Pferden, Wagen, Schiffen, für die Artillerie, den Train und die Pontoniere; Überlassung von geeigneten Lokalen für Armeemagazine, Werkstätten, Spitäler, Bureaux; deren Ausstattung mit den nötigen Mobilien und Materialien; Abgabe von allen möglichen Bedarfsartikeln, von Rohmaterialien und verarbeiteten Effekten für die Artillerie; Ablieferung von Geschützen, uneingeschränkte Überlassung der Zeughausvorräte: die Forderungen wollten kein Ende nehmen. Im April 1799 mußten sogar noch Leute gestellt werden, die als Fronarbeiter bei den groß angelegten Feldbefestigungsarbeiten auf dem Zürichberg mithelfen. Die ganze Brutalität des Überlegenen zeigt sich in der Art, in der die Franzosen sich des zürcherischen Staatsschatzes bemächtigen. Am empfindlichsten drückt auf den einzelnen Bürger die Einquartierung. Zürich ist damit stärker belastet als irgend ein anderer Kanton, die Stadt hinwiederum stärker als die Landschaft. Obschon höchstens 2500 Mann richtig in städtischen Quartieren konnten untergebracht werden, wobei auch dem Ärmsten ein Mann zugeteilt wurde, betrug zeitweise die Zahl der Franzosen in der Stadt über 3000. Im Oktober 1798 waren es sogar über 3500. Für den Bürger war es nicht leicht, den oft hohen Ansprüchen der Gäste zu genügen. Wie es die französische Heeresleitung verstand, die Verpflegung des Soldaten dem Bürger zu überbinden, das wird ausführlich geschildert.

Man weiß, daß auch diejenigen, die vorher die Revolution begrüßt hatten, sich die lästigen « Befreier » vom Halse wünschten. Nicht einmal die « Patrioten » erfreuten sich ungeteilt der erworbenen politischen Rechte. Auch der Verfasser findet in Erinnerung an die Franzosenherrschaft in der Schweiz Worte der Entrüstung, die sich allerdings in dieser kritischen Studie eigentümlich ausnehmen. Öchslis Geschichtswerk färbt auf diese Dissertation ab. Dazu kommen noch in der Form ungeschickte, dem Inhalt nach belanglose Urteile. Unglücklich ist z. B. die Gegenüberstellung von Masséna und dem « edlen » Karl, oder der « verständigen Männer » (die der alten Regierung angehörten), und des « würdigen, aber politisch voreingenommenen » Pfenninger. Solche Abstempelungen dürfen wir nicht aufkommen lassen. Und daß das starke Hervortreten politischen Urteils, wenigstens vom wissenschaftlichen Standpunkt aus betrachtet, keineswegs ein Vorzug von Öchslis sonst meisterhafter Darstellung jenes Zeitraums ist, soll seinen Schülern ja nicht verborgen bleiben.

Nachdem der Verfasser die Lasten und Lieferungen aufgezählt und die Frage der Wiedergutmachung erörtert hat, kommt er zu dem Schlusse, daß die Schädigungen auf wirtschaftlichem und sittlichem Gebiet nicht wieder ausgeglichen worden sind; die finanziellen Verpflichtungen endlich wurden abgeschüttelt, das Recht wurde gebrochen zu Gunsten des Starken. Für den größten Teil der Forderungen aus der Zeit von 1798

bis 1804 ist, wie der Verfasser betont, Frankreich heute noch der Schuldner der Schweiz und wenn nicht rechtlich, so doch moralisch verpflichtet.

Bottmingen-Basel 1921.

Gustav Steiner.

Der Ritter von Lang und seine Memoiren. Von ADALBERT VON RAUMER. Aus dem Nachlaß herausgegeben von Karl Alexander von Müller und Kurt von Raumer. München und Berlin, 1923. R. Oldenbourg. XXXII und 250 Seiten.

Es war ein äußerst verdienstlicher Gedanke, einmal die bekannten Memoiren des Ritters von Lang (behandelnd die Jahre 1764—1826) methodisch auf ihre Glaubwürdigkeit zu untersuchen, wie überhaupt die erfreulicherweise immer mehr in Angriff genommene quellenkritische Analyse von modernen Autobiographien eine Reihe ebenso dankbarer wie notwendiger Aufgaben stellt. Das Urteil über dieses Werk schwankte bisher beträchtlich. Der bayerische Patriotismus sah es von Anfang an nicht gern, daß über die Zustände in der bayerischen Verwaltung vor hundert Jahren von einem, der sie von innen kennen gelernt hatte, eine so ungünstige Schilderung entworfen wurde, und da Langs Darstellung in einem ausgesprochen satirischen Texte gehalten ist, so lag die Behauptung nahe, daß es sich um nichts anderes als um hämische Erfindungen handle. Auffallend war nur, daß die Spezialforscher, die sich mit einzelnen Punkten der «Memoiren» auseinandersetzen hatten, in der Regel zu einem durchaus abweichenden Urteile gelangten. Auch K. Th. Heigel (der dem im Kriege gefallenen jungen Verfasser die Anregung zu vorliegendem Buche gegeben) hatte zuerst zwar im allgemeinen die Glaubwürdigkeit der Memoiren verurteilt, nachher aber in seiner «Deutschen Geschichte vom Tode Friedrichs des Großen bis zur Auflösung des alten Reiches» bei Anlaß des Rastatter Kongresses bemerkt: «Wenn irgend jemand und etwas, so verdienen die in Rastatt tätigen Staatsmänner und der von ihnen betriebene Handel den in Langs «Memoiren» angeschlagenen Ton.»

Hier war nun nur durch methodische Detailarbeit weiter zu kommen und dieser Aufgabe hat sich der verstorbene Verfasser mit großem Gelingen unterzogen. Er wählte sich drei Partien aus und verglich sie beinahe Seite für Seite mit dem hauptsächlich archivalischen Material, das über die von Lang erzählten Ereignisse und Persönlichkeiten vorliegt. Das Resultat, zu dem er gelangt, lautet für die Memoiren überaus günstig. Die erste These, in die er das Ergebnis seiner Untersuchungen zusammenfaßt, stellt fest: «In allen tatsächlichen Angaben ist Lang ungemein sorgfältig und sowohl im ersten als auch im zweiten Teil der Memoiren in hohem Grade zuverlässig.» Weiter: «Seine Satire arbeitet mit Dramatisierung etc., nicht aber mit Fälschungen und freien Erfindungen. Bewußte Lügen sind ihm nirgends nachzuweisen.» «Das Gesamtbild des zweiten Teils ist als Bild der tatsächlich vorhandenen innerpolitischen Zustände Bayerns im wesentlichen richtig.»

In dieser Feststellung dürfte wohl der Hauptwert der sorgsam und umsichtig geführten Analyse zu finden sein. Der Verfasser hat sich aber nicht damit begnügt, sondern außerdem noch eine Biographie Langs (die leider schon ungefähr mit dem Jahre 1795 abbricht), sowie eine Charakteristik der Memoiren als Geschichtswerk zu geben versucht. Auch diese Partien, die recht lebendig geschrieben sind, enthalten manches Schöne; immerhin muß aber gesagt sein, daß die Darstellung hier wohl etwas zu breit angelegt ist und daß der Verfasser mehr als einmal offene Türen einrennt. Daß Lang seiner Geistesrichtung nach durchaus der Aufklärung angehörte und daß er seine Zeit nicht mit den Augen des Historikers, sondern denen des Satirikers betrachtete, ist natürlich durchaus richtig, brauchte aber wohl kaum so eingehend dargelegt werden, wie hier geschehen ist. Der Verfasser hat der gegenwärtig verbreiteten Neigung, historische Persönlichkeiten vor allem geistesgeschichtlich einzureihen, wohl etwas zu sehr nachgegeben. Lang ist niemals für einen großen oder originellen Geschichtsphilosophen gehalten worden und hat sich auch nicht als solchen ausgegeben; bedeutend war er nur als Satiriker und es genügt für seine historische Würdigung, zu wissen, daß seine Satire so gut fundiert war, als dies bei dieser Gattung literarischer Produktion überhaupt möglich ist. Lehrreicher wäre es vielleicht gewesen, den gelehrten Arbeiten Langs im einzelnen nachzugehen. Er hatte (wohl dank seiner praktischen Tätigkeit als Archivar) eine bei den Aufklärern nicht häufige Vorliebe für das präzise antiquarische und rechtshistorische Detail (man beachte auch, mit welchem relativen Respekt Böhmer, der bei Raumer nicht genannt wird, von ihm zu sprechen pflegt) und es wäre zu untersuchen gewesen, ob nicht diese Gewohnheit der Exaktheit im einzelnen dazu beigetragen hat, seine satirischen Gemälde vor haltlosen Übertreibungen zu behüten.

Dem wertvollen Werk sind als Beilage Stücke aus dem spärlich erhaltenen Briefwechsel des Ritters beigegeben. Darunter finden sich auch einige wenige Schreiben von und an Zschokke. Lang trug in den Jahren 1826 ff. das Manuskript seiner Memoiren dem Verlage Sauerländer zum Drucke an; der Aarauer Verleger scheint aber schließlich Bedenken getragen zu haben, das gefährliche (und nach seiner spätern Publikation in Braunschweig sofort von der Zensur verbotene) Buch zu übernehmen.

B a s e l.

E. F u e t e r.

WERNER NÄF. *Landammann Basil Ferdinand Curti*. 1804—1888. Lebensbild eines st. gallischen Staatsmannes. St. Gallen 1923. 269 S.

Die Arbeit Näfs schildert einen typischen Vertreter der Denk- und Empfindungsweise der ersten Jahrzehnte des letzten Jahrhunderts, einen der feurigsten und grundsatzfestesten Führer des schweizerischen Liberalismus.

Basil Ferdinand Curti stammte aus einem im 17. Jahrhundert aus

Mailand in Rapperswil eingewanderten Geschlecht, das dem öffentlichen Leben der neuen Heimat mehrere bedeutende Männer geschenkt hat.

Auf die Entwicklung Curtis übte sein Aufenthalt am Lyzeum in Luzern eine entscheidende Wirkung. Troxlers, seines Lehrers in Geschichte und Philosophie, liberale Ideen von Religion und Staat, die zofingerischen Ideale von Freiheit, Sittlichkeit, Vaterland begeisterten und beeinflussten ihn mächtig und bleibend. Troxlers Amtsentsetzung machte ihn in jugendlichem Alter zum Märtyrer seiner liberalen und humanen Gesinnung und rissen ihn aus der Bahn eines normalen Bildungsganges: als Unterzeichner einer von Jakob Robert Steiger, dem späteren Führer des luzernischen Freisinns, aufgesetzten Eingabe an den Großen Rat zu Gunsten Troxlers wurde er der Schule, der Stadt und des Kantons verwiesen. Nach mehrjährigem Studium an deutschen Universitäten betätigte er sich als Advokat zunächst in Rapperswil, dann in St. Gallen, Lichtensteig und schließlich endgültig in St. Gallen mit wachsendem Erfolg. Der Ernst und die Gewissenhaftigkeit, mit denen er seine Sache führte, die unablässige Arbeit an seiner Vervollkommnung, sein glühendes Temperament und seine ungewöhnliche Redegabe halfen ihm über mancherlei Hemmungen hinweg, die ihm seine Gemütsnatur, seine leidenschaftliche Impulsivität und große Empfindlichkeit entgegenstellten. Er war, nach dem «Erzähler», dem Organ Baumgartners, der «feurigste und gründlichste Fürsprecher des Kantons» und sein in Gesellschaft mit Dr. Weder, dem gewandten Führer der st. gallischen Liberalen, geleitetes Bureau nach dem gleichen Zeugen das «mächtigste Advokaturbureau».

Diese erfolgreiche Berufsarbeit bot Curti die Grundlage für die von ihm besonders erstrebte politische Tätigkeit. Als Politiker war und blieb er bis zuletzt der begeisterte Idealist. In ihm lebte der rationalistische Staatsgedanke des Liberalismus in der konsequentesten Ausbildung, das Menschlichkeitsideal des Neuhumanismus in leuchtender Kraft. Von der uneingeschränkten Richtigkeit und der unüberwindlichen Kraft dieser Ideen war er aufs tiefste überzeugt. Dieser Überzeugung blieb er sein Leben lang «Priester und Prophet». Dem Politiker Curti standen nun freilich ähnliche Hemmungen entgegen wie dem Advokaten. Seine Leidenschaftlichkeit und Reizbarkeit, seine Neigung, das Persönliche mit dem Sachlichen zu mischen, der Mangel überlegener Ruhe trugen ihm manche Enttäuschung ein. «Keiner hat weniger als ich für die Politik gepaßt,» hat er noch als 57-Jähriger von sich geurteilt. Allein seine absolute Integrität, die Ehrlichkeit und Stärke seiner Überzeugung, seine unermüdliche Arbeitslust nötigten auch dem Gegner Achtung ab und seiner flammenden Beredsamkeit war eine außergewöhnliche Wirkung selten versagt. Die politische Hauptarbeit hat Curti auf dem Felde kantonaler Politik geleistet. Hier rückte er bald in die Reihe der liberalen Führer, wie Baumgartner, in der Folge der Leiter der Ultramontanen und sein heftigster Gegner, Hungerbühler, Weder, und der spätere Bundesrat Näff, alle Katholiken,

wie er selber. Die konfessionellen Verhältnisse stellten in St. Gallen den Gegensatz zwischen Kirche und Staat, zwischen Ultramontanismus und Liberalismus in den Mittelpunkt des politischen Kampfes. Mit leidenschaftlichem Eifer verfocht Curti die Rechte der Staatsgewalt gegen die Ansprüche der Kirchenmacht. Diese von josephinischem Geiste erfüllte Auffassung von der Unterordnung der Kirche unter den Staat bestimmte seine Haltung in der Pfäverser und Aargauer Klosterfrage, in der luzernischen Jesuiten- und in der Sonderbundsangelegenheit, im st. gallischen und tessinischen Bistumsstreit. Von ihr geleitet, trat er für die staatliche, überkonfessionelle Kantonsschule ein, bekämpfte er die konfessionelle Spaltung der kantonalen Verwaltung im Schul- und Unterrichtswesen und selbst die Unterrichtsfreiheit, weil sie die Bildung konfessioneller neben den staatlichen Schulen ermögliche. In ihm selber vollzog sich während dieser Kämpfe der Bruch mit der Kirche; für sich persönlich erreichte er das Ideal des freien, über den Konfessionen stehenden Christentums und Menschentums. — Aber mit gleicher Entschiedenheit vertrat Curti die staatlichen Hoheitsrechte auch einer weltlichen Gemeinschaft gegenüber. Er beschwor darauf den Direktorialhandel herauf, der freilich nicht in seinem Sinne, sondern zu Gunsten des Kaufmännischen Direktoriums entschieden wurde, das man als privatrechtliche Korporation anerkannte.

Während 20 Jahren, 1839—1859, hat Curti der st. gallischen Kantonsregierung angehört, angesichts der fast gleichen Stärke der Parteien und der hieraus folgenden Spannung und Zuspitzung des politischen Lebens in St. Gallen ein Beweis für die Bedeutung und die Achtung Curtis. Man hat ihn den bedeutendsten Gesetzgeber des Kantons zwischen 1840 und 1860 genannt. Zwei Gesetze vor allem rechtfertigen dieses Urteil: das Militärgesetz von 1852, welches das Militärwesen des Kantons auf Grund der Bundesverfassung von 1848 und der eidgenössischen Militärorganisation von 1851 ordnete und St. Gallen in dieser Hinsicht neben die eifrigsten Kantone stellte; ganz besonders aber das Strafgesetz von 1857, dem er die einst von Beccaria verkündeten Ideen von «Gerechtigkeit und Menschenwürde» zu Grunde legte, indem er z. B. an die Stelle der Wiedervergeltung die Besserung als Zweck der Strafe setzte und bereits auch schon dem Richter gegenüber dem Buchstaben des Gesetzes größere Freiheit im Interesse größerer Gerechtigkeit des Urteils gab.

Aus derselben idealen und humanen Gesinnung förderte er die Errichtung der Irrenheilanstalt Pirminsberg im ehemaligen Kloster Pfävers, forderte er aber auch die Unterstützung der wirtschaftlich Schwachen durch den Staat, was freilich selbst seine Parteigenossen als «Anflug von Sozialismus» belächelten und bekämpften. Wiederum im Interesse der allgemeinen Wohlfahrt bemühte er sich, wenn auch nicht in vorderster Linie und entscheidender Weise, um die Eisenbahnfragen. In der Alpenbahnfrage entschied er sich gegen die Alternative Gotthard oder Lukmanier für

die Formel Gotthard und Lukmanier und bewies so auch hier seinen gelegentlich ins Utopische sich versteigenden Idealismus.

Immer stärker nahmen in der Folge solche materielle Fragen, die dem «Gemütsmann» Curti, der so gar nicht Geschäftsmann war, ferner lagen, das öffentliche Interesse in Anspruch. Sie begannen die Parteigrundsätze zu verwischen und das Parteigefüge zu lockern. Dazu drängte eine «junge Schule» ins Parteileben, während ältere Parteigenossen, wie Steiger, Landammann Aepli, der spätere schweizerische Gesandte in Wien, eine Bahn gemäßigter Politik betraten, auf denen ihnen Curti nicht zu folgen vermochte. So trat er 1859 aus der Kantonsregierung zurück.

Zur selben Zeit wurde er in den Nationalrat gewählt. Mit gleicher Wärme wie die liberalen Ideen hatte er allezeit auch den nationalen Gedanken vertreten und vor allem auf kantonalem Boden wie an den eidgenössischen Freischießen als einer der gefeiertsten Volksredner für die Errichtung des Bundesstaates gewirkt. Das Werk von 1848 befriedigte ihn allerdings nicht. Nach seiner Ansicht war der «große, blanke Vollmachtsbrief», den die Tagsatzung nach dem Sonderbundskrieg in der Hand hatte, nicht richtig benützt worden. Trotzdem betrachtete er wie Stämpfli, Escher u. a., die auf das nach ihrem Sinne Bessere zu Gunsten des Guten im Interesse des Ganzen verzichteten, die «Annahme als Bürgerpflicht». Eine führende Rolle hat Curti im Nationalrat nicht gespielt. Die großen Prinzipienkämpfe waren für einmal ausgetragen, und wenn Curti im Rate zu der gelegentlich etwa noch auftauchenden Frage des Verhältnisses von Staat und Kirche sprach, betrachteten seine Kollegen «aus ruhigeren, konfessionell nicht aufgewühlten Kantonen den heißblütigen Redner mit dem flackernden weißen Haar mit Verwunderung».

Als in St. Gallen nach der Verfassungsrevision von 1861 eine Aera der Versöhnung zwischen Liberalen und Konservativen begann, blieb Curti der «unentwegte» Fahnenträger des politischen Idealismus. Allein seinem Worte fehlte jetzt das rauschende Echo vergangener Tage; seinen rednerischen Schwung empfand man als Überschwang. Im Großen Rate wurden er und Hungerbühler einmal mit vergessenen Schildwachen eines längst abgezogenen Heeres verglichen.

1866 beschloß er seine politische Laufbahn. Auf der Tribüne der Volksfeste im In- und Ausland gab er künftig seinen Idealen in jugendlichem Feuer Ausdruck und riß seine Hörer mit sich in die Ideenwelt einer vergangenen Zeit, als deren Verkörperung er erschien.

An Begabung und republikanischer Tugend, als Redner und Gesetzgeber überragte Curti nach einem zeitgenössischen Urteil bis auf ganz wenige alle st. gallischen Staatsmänner. Den Kern seines Wesens traf seine an den eigenen Sohn gerichtete Mahnung: «Die Überzeugung ist die Ehre des Mannes und ich selbst kenne nichts Heiligeres als die Überzeugung.» Er selber aber war unerschütterlich in dem Glauben an den gottgewollten Fortschritt. —

Curti hat während ungefähr 60 Jahren in Tagebüchern täglich mit sich abgerechnet und sein Innerstes erschlossen. Aus diesem unvergleichlichen Material hauptsächlich hat Näf ein objektives, lebensvolles, wohlgegliedertes und wohlgerundetes Lebensbild geformt. Vorzüglich ist ihm dessen Einfügung in den Rahmen der zeitgenössischen Landesgeschichte und dessen Beleuchtung durch die politischen und geistigen Ideale der Zeit gelungen. Die ihrem Inhalte nach vortreffliche, in ihrer äußern Ausstattung vornehme *) Biographie ist ein würdiges Denkmal des hochsinnigen Menschen und überzeugungstreuen Staatsmannes Curti.

Zürich.

Hans Schneider.

D. L. GALBREATH et H. DE VEVEY, *Manuel d'Héraldique*. Lausanne, édit. Spes. [1922], 186 p. in-8^o, pl.

Ce n'est pas devant des historiens qu'il sera nécessaire de plaider la cause de l'héraldique: eux du moins connaissent son importance pour l'histoire des familles, ses enseignements sur les mœurs médiévales. Malgré cela (mettant à part ceux qui ne s'en doutent point et pour qui des armoiries sont seulement des hiéroglyphes honorifiques), il est peu de gens qui possèdent mieux qu'à peu près les règles et le langage du blason. Cette étude, plus difficile qu'on ne le pense tout d'abord, on manque de temps pour la pousser. Les outils manquent aussi: on n'a, sur ce sujet, que des ouvrages rares, chers, volumineux, ou peu dignes de confiance¹. Pourtant, que l'on essaie de décrire avec des mots usuels et modernes des armes comportant plus d'une ou deux pièces, on s'apercevra vite de l'impossibilité d'être exact et clair, sans être infiniment long, et l'on oubliera toujours quelque détail. Ce que le blason français a d'admirable, c'est qu'il a codifié toutes les formules utiles, et que, grâce à lui, on peut donner de presque n'importe quelle armoirie une transcription sans ambiguïté. Le *Manuel d'Héraldique* de MM. Galbreath et de Vevey va donc être doublement apprécié, il sera pour leurs collègues un aide-mémoire et pour les amateurs une initiation fort agréable.

Il ne se limite pas au blason seulement: les auteurs ont ajouté un grand intérêt à leur œuvre en l'étendant à l'«histoire des armoiries», en s'arrêtant aux modifications que les coutumes et les styles ont amenées dans les formes des écus, des pièces, des cimiers, des drapeaux; en

*) Der Band ist mit Bildern Curtis aus drei verschiedenen Lebensaltern, seiner Eltern, seiner ersten Frau und andern Illustrationen geschmückt.

¹ Le présent article était depuis longtemps écrit quand parut l'ouvrage de M. Emile Gevaert: *L'Héraldique, son esprit, son langage et ses applications*, Bruxelles et Paris, 1923, in-4^o. Nous nous devons de la signaler aux héraldistes, car ses nombreuses illustrations et les principes qui ont guidé l'auteur en font un instrument excellent. Dans sa méthode documentaire, M. Gevaert se rencontre avec MM. Galbreath et de Vevey, comme il est bien naturel, d'ailleurs, à des érudits, habitués aux règles de la critique la plus récente.

signalant les meilleures, en condamnant celles qui leur semblent défectueuses; ils ont certes raison de le faire, quoique dans ces questions de goût on puisse parfois être un peu moins catégorique qu'ils ne le furent; ils expliquent l'origine ou la signification de certains usages héraldiques; ils corrigent, chemin faisant, les erreurs ou les inventions dont abondèrent les siècles précédents. On voit qu'il a fallu condenser beaucoup pour mettre tant de choses en moins de deux-cents pages. Ainsi les termes du blason se trouvent énumérés rapidement; le lecteur, pour se les assimiler, est contraint à un effort d'attention que plus de développements auraient peut-être diminué. Ce n'est pas un mal, d'ailleurs, et les figures, extrêmement nombreuses, soutiennent et éclairent les définitions. La manière dont les auteurs ont illustré le volume donne à celui-ci une originalité, une valeur esthétique et historique toute particulière. Ils ont cherché leurs exemples de préférence parmi les armes de familles suisses; plus encore, ils choisissent les plus anciens, les plus authentiques, les plus beaux monuments: sceaux (des XIII^e et XIV^e siècles surtout), pierres sculptées, armoriaux manuscrits, vitraux, ex-libris etc. Beaucoup de ces reproductions seraient à elles seules des documents précieux pour l'histoire de certaines familles; mais elles sont là pour une autre cause, et si l'on voulait — chose excellente — continuer la collection dont MM. Galbreath et de Vevey nous suggèrent l'idée, on serait forcément obligé d'y appliquer une autre méthode. Le même souci de recourir aux sources leur fait citer, dans le chapitre qui traite du « blasonnement », les premiers armoriaux connus.

L'héraldique de notre pays est rendue plus compliquée par sa double origine. Là aussi MM. Galbreath et de Vevey ont dirigé leur attention. Les armes et les cimiers germaniques, plus variés et plus fantaisistes que les nôtres, leur ont fourni de nombreux exemples. Dans un petit lexique final, on trouvera la traduction des termes ordinaires du blason; ailleurs, les abréviations usuelles des vieux peintres verriers suisses allemands. Mais dans les armoriaux de nos confédérés alémaniques, où les armes bourgeoises sont fréquentes, il reste des écus impossibles à blasonner; renfermant l'ancienne marque de famille ou de métier de leurs possesseurs, ils présentent des pièces que l'on ne trouve pas chez nous, qui ne sont pas en somme proprement héraldiques; les auteurs de notre *Manuel* n'auraient pu leur faire de place.

Ils ne pouvaient pas non plus se livrer à des discussions techniques trop spéciales, et l'on ne saurait leur faire un grief d'avoir énoncé parfois comme tout simples des cas encore en litige. Un ou deux exemples: nous trouvons comme échantillon de *points équipolés* l'écu des comtes de Genevois, et c'est en effet ainsi qu'on le blasonne ordinairement. On sait cependant que Foras voulait qu'on y vît une croix ajourée en cœur¹.

¹ *Armorial et nobiliaire de l'ancien duché de Savoie*, vol. III, p. 64 art. Genève.

Nous n'avons pu recourir à tous les documents qu'il cite, en particulier aux *signa comitis*. Mais nous avons eu sous les yeux les sceaux des comtes de Genevois, et ceux de Mathilde de Bologne dont Foras a tiré des conclusions. Celles-ci ne nous ont pas toutes paru convaincantes, et, à notre humble avis, Galiffe ne se trompait pas lorsqu'il cherchait l'origine des armes de Genevois dans un échiqueté. Si elles prirent momentanément la forme d'une croix ajourée, ce fut peut-être par l'erreur d'un scribe ou d'un graveur. Quoi qu'il en soit, les plus beaux sceaux armoriés des comtes de Genevois portent sans conteste les points équipolés et l'on pouvait passer sous silence cette petite difficulté.

Autre observation d'une tout autre sorte: MM. Galbreath et de Vevey plaisantent à bon droit ceux de leurs devanciers qui ont introduit le terme de *proboscides*; « ce ne sont, disent-ils, que des cornes de bœufs mal comprises »², et nous sommes tout à fait d'accord. On pourrait alléguer comme preuve de cette opinion un cimier bavarois, celui des Gumpenberg où deux de ces « proboscides » (l'ouverture supérieure est nettement indiquée) sont placées entre deux oreilles de bœuf, et où, à coup sûr, elles ne représentent que les cornes de cet animal. Mais là où nous nous écartons de la manière de voir de MM. Galbreath et de Vevey, c'est lorsqu'ils disent: « Les cornes de bœufs furent munies d'embouchures, sans doute pour pouvoir mieux y placer des plumes ». Prenons les documents mêmes qui leur ont servi: les figures 152, 161 et 197 nous montrent des cornes ornées respectivement de feuillages, de houppes et de roses. Ces ornements sont fixés le long des cornes et point du tout dans l'embouchure. Celle-ci, lorsqu'elle existe (fig. 152 et 197), est laissée libre. Pourquoi cela? Parce que cette embouchure est très vraisemblablement celle de la trompe du héraut, faite d'une corne de bœuf; et c'est même ce mot de trompe, aidé de la forme sinueuse de l'objet, qui aura induit en erreur les « héraldistes plus imaginatifs que savants » à qui nous devons le terme amusant de *proboscides*. Nous citerons en notre faveur le témoignage du P. Ménestrier, avec d'autant plus de plaisir qu'il est, parmi les prédécesseurs de MM. Galbreath et de Vevey, l'un des seuls qui ait acquis leur estime⁴.

« Quand on avoit paru deux fois en ces tournois solennels ... il n'estoit plus nécessaire de faire preuve de noblesse, ayant déjà esté suffisamment reconnuë et *blasonnée*, c'est-à-dire annoncée à son de trompe par les hérauts. Pour cela ils (les chevaliers) portoient deux trompes en cimier sur leurs casques de tournoi ... et c'est l'origine de tant de casques

² Page 73.

³ Page 98.

⁴ MM. Galbreath et de Vevey sont bien sévères pour les héraldistes français! Comment ne lisons-nous même pas chez eux le nom du comte de Foras (*Le Blason et Armorial et nobiliaire de l'ancien duché de Savoie*) et celui de Pierre Palliot (*La Vraye et Parfaicte Science des Armoiries*), qui malgré ses naïvetés demeure une autorité.

de deux cornets que plusieurs auteurs ont pris mal à propos pour des trompes d'éléphants »⁵. On verra dans beaucoup de cimiers allemands les plumes réunies dans ce que le P. Ménestrier appelle des « tuyaux »⁶ (*Schaft*), mais nous ne les avons jamais vues placées dans l'embouchure des cornes de bœufs. Si donc il faut laisser de côté ce mot de proboscide, il nous semble qu'on aurait avantage à employer celui de *trompe de héraut* pour distinguer cet objet de la simple corne. Nous serions ainsi plus précis que les Allemands qui blasonnent *Stierhörner*, sans distinction⁷.

On nous en voudrait de rechercher encore des vétilles. Félicitons-nous de voir apparaître dans nos bibliothèques un ouvrage qu'une place vide attendait. Remercions ceux à qui nous le devons et souhaitons que leur exemple fasse naître bientôt les inventaires de sceaux qui enrichiraient notre science héraldique d'un trésor inestimable.

Bulle.

Hélène Naef-Revilliod.

⁵ *Origine des Armoiries*, édit. de 1671, page 156.

⁶ *Op. cit.*, page 367.

⁷ M. Gevaert qui ne cite même pas le terme de proboscide, décidément en disgrâce, les appelle des trompes.